

RAPPORT DE GESTION 2009

Depuis 50 ans, la SODECI est un partenaire de référence dans le développement de la Côte d'Ivoire



SODECI s.a.

Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire



SOMMAIRE



ORDRE DU JOUR	2
DIRECTION DE LA SOCIETE	3
MESSAGE DU PRESIDENT	4
RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE	5-7
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS	8-9
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES	10-12
PROJET DE RESOLUTIONS	13
ETATS FINANCIERS	14-19
ETAT ANNEXE	20-24

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Il est proposé aux Administrateurs de convoquer une Assemblée Générale Ordinaire Annuelle le mercredi 19 mai 2010, à Abidjan en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration et Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2009,
- Approbation des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2009 - quitus aux Administrateurs,
- Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions réglementées,
- Affectation et répartition du résultat,
- Renouvellement du mandat de trois Administrateurs,
- Démission et Ratification de la cooptation de trois Administrateurs,
- Fixation des indemnités de fonction des Administrateurs,
- Pouvoirs en vue des formalités.

DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ



CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ZADI KESSY MARCEL 2011

ADMINISTRATEURS

AHOUNE FIRMIN 2012

BOUYGUES MARTIN 2013

BOUYGUES OLIVIER 2013

CASSAGNE JEAN-JACQUES 2009

PAGANI FABRICE 2011

DIARRA OUSMANE 2011

KONAN CAMILLE 2009

MIREMONT AUGUSTE 2010

PETERSCHMITT LOUIS 2012

ECP FII FINAGESTION 2009

MARTIN STEPHANE 2013

Exercice de fin de Mandat

COMMISSAIRES AUX COMPTES

TITULAIRE

ERNST & YOUNG 2012

SUPPLEANT

UNICONSEIL 2012

TITULAIRE

MAZARD & GUERARD 2010

SUPPLEANT

N'DABIAN KROAH BILE 2010

COMITE DE DIRECTION

PRESIDENT — **ZADI KESSY MARCEL**

DIRECTEUR GENERAL

EBAH BASILE

DIRECTEUR GENERAL DES OPERATIONS

ATTACHEE DIRECTION GENERALE

ATTACHEE DIRECTION GENERALE

SECRETAIRE GENERALE

DIRECTEUR LOGISTIQUE

DIRECTEUR FINANCIER ET COMPTABLE

DIRECTEUR BUDGET ET CONTROLE DE GESTION

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT TECHNIQUE

DIRECTEUR PRODUCTION ABIDJAN

DIRECTEUR ETUDES MAINTENANCE TRAVAUX

DIRECTEUR ASSAINISSEMENT

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT EXPLOITATION

DIRECTEUR EXPLOITATION ABIDJAN

DIRECTEUR EXPLOITATION INTERIEUR

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

DAUPHIN GEORGES

MME LAGO CHANTAL

MME SEM ELEONORE

COULIBALY AICHA

ZADOU DEGRE VIRGINIE

KOUADIO KOUADIO CHRISTOPHE

DEGNY AKADIE GUY FLORENT

DA CRUZ DOMINIQUE

GOSSO OLIVIER

TCHIMOU N'GBOCHO

KONE BAZOUMANA

KOUADIO AMANI

ANGOFI JACOB

YOBOUE DESCORD

FOFANA BRIHIMA

MESSAGE DU PRÉSIDENT

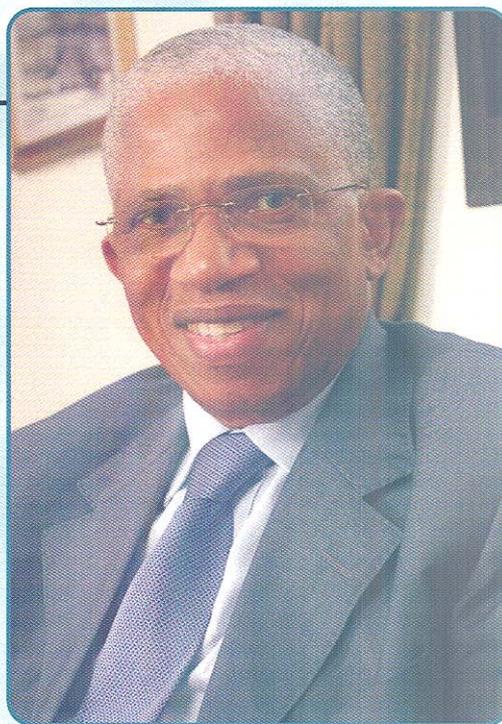
L'année 2009 a été riche en événements qui traduisent la vitalité de SODECI et du secteur de l'eau.

D'abord, la tenue des Etats Généraux de l'Eau Potable, a permis de mettre en évidence le rôle prépondérant de SODECI dans l'approvisionnement en eau potable des populations, ainsi que l'importance de l'eau, décrétée à cette occasion « priorité nationale » par le Président de la République.

Ensuite, Emerging Capital Partners (ECP), société internationale de financement par capitaux propres qui concentre ses activités sur le continent africain, est devenue l'actionnaire majoritaire de FINAGESTION, holding qui porte les participations de SODECI, CIE et CIPREL en Côte d'Ivoire et de SDE (Sénégalaise des Eaux) au Sénégal. Cette évolution de l'actionariat offre à votre entreprise de nouvelles perspectives de développement.

Enfin les bailleurs de fonds ont mis en place des programmes d'urgence d'investissements en infrastructures dans les secteurs de l'eau et l'assainissement, montrant ainsi l'intérêt qu'ils portent à notre secteur.

SODECI reste néanmoins tributaire d'une situation de trésorerie de l'Etat difficile, bien que quelques efforts de paiements cash aient été faits dans le courant de l'année 2009 et début 2010 pour un montant total de 9 300 millions de FCFA à valoir sur les arriérés de l'Administration. Les démarches auprès du Ministère de l'Economie et des Finances avec l'appui des bailleurs de fonds se poursuivent pour trouver des solutions pour le règlement des impayés de l'Administration. Nous espérons que cette situation évoluera favorablement cette année.



Malgré l'environnement difficile, nous avons réussi en 2009 à maintenir notre certificat AFAQ/AFNOR ISO 9001 version 2008 et à dégager un résultat net social en amélioration.

Sur le plan social, un collectif regroupant les syndicats et associations de SODECI et CIE a permis de maintenir un bon climat social malgré quelques perturbations vite maîtrisées.

Permettez-moi, en votre nom, de rendre hommage à tous nos partenaires qui ont contribué tout au long de l'exercice aux performances de SODECI ainsi qu'aux collaborateurs qui fournissent toujours autant d'efforts pour garantir la continuité et la stabilité de votre entreprise dans un contexte difficile.

SODECI fête cette année ses 50 ans. Je souhaite à notre entreprise de poursuivre son développement sous de meilleurs auspices, dans un contexte apaisé.

Je vous remercie pour votre attention

Marcel ZADI KESSY

Président du Conseil d'Administration

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Ordinaire conformément aux statuts afin de faire entendre la lecture du rapport de gestion de votre Conseil d'Administration, ainsi que des rapports de vos Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice 2009 et sur les opérations intervenues au cours de ladite période.

Nous vous demanderons, après avoir entendu ces rapports, de statuer sur les comptes, et de vous prononcer sur les résolutions qui vous sont soumises.

Nous vous rappelons que, conformément aux articles 525 et 526 de l'Acte Uniforme relatif au droit des Sociétés Commerciales, tous les actionnaires

ont eu la faculté de consulter, au siège de la société, les états financiers et autres documents et qui sont également adressés à :

- La Direction Générale des Grandes Entreprises,
- La Comptabilité Nationale,
- La Banque de Données Financières,
- La Direction de l'Enregistrement,
- La BCEAO.

Votre Conseil d'Administration se tient d'autre part à votre disposition pour vous fournir en séance tous les éclaircissements que vous pourriez souhaiter.

ACTIVITÉS

L'année 2009 a été dominée, sur le plan politique, par l'attente de la publication des listes électorales définitives et la tenue effective des élections

présidentielles. Dans cet environnement, le **nombre d'abonnés actifs** a évolué en moyenne, toutes zones confondues de 5,62%.

Données d'activités comparées	Exercice 2008	Exercice 2009	Variation (en valeur absolue)	Variation (%)
Nbre d'Abonnés	601 941	635 775	33 834	5,62
M ³ produits (Km ³)	175 882	181 286	5 404	3,07
M ³ facturés (Km ³)	136 230	140 002	3 772	2,77
Ratio de Facturation	77,5%	77,2%	-0,3	-0,38

La **production totale** augmente de 3,07% traduisant un bon niveau de fonctionnement des installations

de production notamment sur Abidjan. La **facturation** annuelle en cubage progresse de 2,77%.

Produits (en millions de FCFA)	Exercice 2008	Exercice 2009	Variation (en valeur absolue)	Variation (%)
Ventes d'Eau HT	35 484	37 509	2 025	5,71
Travaux, services vendus	16 246	17 379	1 133	6,97
Autres produits (dont financiers et HAO)	10 156	2 768	-7 388	-72,75
<i>Dont Produit exceptionnel</i>	8 413			
Total Produits	61 886	57 656	-4 230	-6,84

Les **produits** baissent de 6,84% sur la période du fait du produit exceptionnel en zone CNO de 2008 non reconduit. Les **ventes d'eau** hors taxes progressent de plus de 5,71%. Cette augmentation

est due à l'application de la formule de révision du Prix Maximal de Base (261 F CFA à 265 F CFA/m³) et à l'effet volume sur la période.

Le **chiffre d'affaires travaux et services** s'élève à 17 379 millions de FCFA fin 2009 et augmente de 6,97%. Dans cette augmentation, la part de l'activité branchements et TLE reste stable, tandis que les frais de police augmentent de 14,14%. Les travaux d'entreprise n'évoluent que de +4,52% à cause du retard pris sur le démarrage des travaux de la Djibi.

Les **intérêts courus** sur les certificats d'obligations Etat issus de la titrisation d'office de décembre 2008 ont généré un produit financier de 1 031 millions de FCFA.

Charges (en millions de FCFA)	Exercice 2008	Exercice 2009	Variation (en valeur absolue)	Variation (%)
Achats et services	31 142	33 572	+2 430	7,80
Charges de Personnel	9 550	9 573	+23	0,24
Amortissements, provisions et autres charges	20 233	13 274	-6 959	-34,39
Total Charges	60 925	56 419	-4 506	-7,40

Les **charges totales** diminuent de 4 506 millions de FCFA sur la période, soit 7,40%. L'impact le plus important à la baisse est consécutif à la non reconduction de la provision exceptionnelle prise pour la cession de certificats d'obligations en 2008. Les **achats et services** augmentent de 2 430 millions

de FCFA. Les **charges de personnel** sont stables sur la période.

Nous terminons l'année 2009 avec un **résultat net** de 1 236 millions de FCFA en hausse de 274 millions de FCFA par rapport à l'année précédente.

Le total du Bilan consolidé de la SODECI vous est présenté ci-dessous, il progresse de 1,28%.

Evolution du Bilan (en millions de FCFA)	Exercice 2008	Exercice 2009	Variation (en valeur)	Variation (%)
Actif immobilisé net	18 239	43 374	25 135	137,81
Actif circulant	94 683	71 025	-23 658	-24,99
Trésorerie	546	527	-19	-3,48
ACTIF	113 468	114 926	1 458	1,28
Capitaux Permanents	37 980	39 147	1 167	3,07
dont résultat de l'exercice	962	1 236	274	28,48
Passif Circulant	68 654	67 536	-1 118	-1,63
Trésorerie-Passif	6 834	8 243	1 409	20,62
PASSIF	113 468	114 926	1 458	1,28

Les **investissements nets** réalisés en 2009 s'élèvent à 25 135 millions de FCFA dont :

- 3 798 millions de FCFA correspondent aux investissements courants d'exploitation,

- 25 330 millions de FCFA représentent le montant de la titrisation des créances sur l'Etat conformément à l'arrêté n°1102/MEF/DGTCP du 18 décembre 2008,

- 3 993 millions de FCFA concernent les amortissements et cessions des immobilisations.

La baisse de l'**actif circulant** de -23 658 millions de FCFA est essentiellement due à cette même opération. L'Etat reste devoir 47 362 millions de FCFA à la SODECI au 31 décembre 2009 se décomposant comme suit :

■ solde compensation 2008	14 145
■ solde estimé compensation 2009 en cours	7 035
■ certificats d'obligations Etat	26 172
■ solde en faveur de SODECI	47 362

La **trésorerie nette comptable SODECI** continue de se dégrader fortement, s'établissant en net à -7 716 millions de FCFA à fin décembre 2009. Les paiements reçus du Trésor Public en 2009 à valoir sur les impayés de l'Administration, représentent en un montant de 8 300 millions de FCFA et 322 millions de FCFA d'arriérés des Etablissement Publics Nationaux.

Ces règlements ont servi à apurer les arriérés vis-à-vis de nos principaux fournisseurs.

PERSPECTIVES

Perspectives	Exercice 2009	Plan 2010	Variation (en valeur absolue)	Variation (%)
Nbre d'Abonnés	635 775	650 000	14 225	2,24
M ³ produits (Km ³)	181 286	180 249	-1 037	-0,57
M ³ facturés (Km ³)	140 002	139 410	-592	-0,42
Ratio de Facturation	77,2%	77,3%	0,1%	0,13

Le **nombre d'abonnés** devrait évoluer de 2,24%. Compte tenu du niveau de saturation des ouvrages, la production ne devrait pas évoluer (-0,57%) et la facturation devrait suivre cette tendance. Le redéploiement en zone CNO est toujours conditionné par la tenue effective des élections en 2010.

Le **résultat prévisionnel** de 2010 que nous espérons maintenir au niveau des années précédentes sera conditionné par l'amélioration de notre trésorerie, elle-même très fortement dépendante des difficultés financières de l'Etat.

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2009

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire, S.A. (SODECI) tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

I- Opinion sur les états financiers annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en Côte d'Ivoire; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, conformément aux règles et méthodes comptables prévues par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au Droit Comptable.

II- Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Les Commissaires aux Comptes

Mazars Côte d'Ivoire

Armand Fandohan
Expert-Comptable Diplômé

Ernst et Young

Caroline Zamojciowna-Orio
Expert-Comptable Diplômé

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Exercice clos le 31 décembre 2009

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée aux articles 438 à 448 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Cependant, en application de l'article 440 alinéa 7 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1. Convention d'assistance générale conclue avec finagestion

Administrateurs communs : Messieurs Olivier Bouygues,
Marcel Zadi Kessy,
ECP II FINAGESTION.

Nature et objet : Les prestations d'assistance générale portent sur les domaines juridique, financier, comptable, informatique, technique, des ressources humaines et du management. Cette convention est conclue pour une durée d'un an avec tacite reconduction.

Modalités et rémunération : Ces diverses prestations sont rémunérées au taux de 3,93% du chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'exercice précédent et font l'objet de facturations trimestrielles. Le montant total comptabilisé en charges par la SODECLI au titre de ces prestations

s'élève à F CFA 1.524 millions hors taxes pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

2. Convention d'assistance générale conclue avec GS2E

Administrateur commun : Monsieur Marcel Zadi Kessy

Modalités et rémunération : Sur l'exercice 2009, le coût total facturé au titre des prestations rendues à la SODECI par le GS2E s'est élevé à 1.654 millions hors taxes.

Les coûts refacturés par la SODECI à GS2E s'élèvent à FCFA 445 millions hors taxes.

3. Convention de bail conclue avec la CIE

Administrateurs communs : Messieurs Martin Bouygues, Olivier Bouygues, Marcel Zadi Kessy, Ousmane Diarra, Jean-Jacques Cassagne, Louis Peterschmitt, Fabrice Pagani, ECP II Finagestion.

3.1 Convention de bail

Nature et objet : Location à la CIE d'un immeuble composé d'une tour de huit étages, d'une galette, d'un parking souterrain et de parkings extérieurs. Cette convention, en date du 1^{er} Février 1993, est consentie et acceptée pour une durée de 9 ans et est renouvelable par tacite reconduction par période triennale.

Modalités et rémunération : Le loyer trimestriel est de FCFA 55 millions. Le loyer perçu par SODECI au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 s'élève à FCFA 221 millions hors taxes.

3.2 Convention d'assistance médicale curative conclue avec la CIE

Nature et objet : Assistance médicale curative. Cette convention autorise le personnel de la SODECI à recevoir des soins médicaux au sein de la CIE.

Modalités et rémunération : Les charges supportées par la SODECI sur l'exercice 2009 s'élèvent à FCFA 6 millions.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Les Commissaires aux comptes

Mazars Côte d'Ivoire

Armand Fandohan
Expert-Comptable Diplômé

Ernst & Young

Caroline Zamojciowna-Orio
Expert-Comptable Diplômé

PROJET DE RÉSOLUTIONS

PREMIERE RÉSOLUTION

Après avoir entendu la lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice 2009 du bilan et du compte de résultats nets au 31 décembre 2009, ainsi que du Rapport Général des Commissaires aux Comptes concernant le même exercice, et après avoir pris connaissance de tous les renseignements et explications complémentaires qui lui ont été fournis en séance, l'Assemblée Générale approuve, sans exception, ni réserve lesdits rapports et lesdits comptes, tels qu'ils lui ont été présentés et toutes les opérations et écritures qui s'y trouvent mentionnées ou enregistrées.

En conséquence, l'Assemblée Générale arrête au chiffre de 1 235 973 871 F CFA le montant du bénéfice net de cet exercice, après imputation de l'impôt y afférent.

DEUXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs de leur gestion pour l'exercice 2009.

TROISIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes concernant les conventions visées par l'article 438 de l'Acte Uniforme relatif au droit des Sociétés Commerciales approuve toutes les conventions et opérations qui s'y trouvent mentionnées.

QUATRIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, après avoir constaté que le bénéfice de l'exercice 2009 s'élève à 1 235 973 871 FCFA et compte tenu du Report à Nouveau antérieur de 195 218 298 FCFA, décide d'affecter le bénéfice disponible de 1 431 192 169 FCFA de la manière suivante :

- à la distribution d'un dividende brut de	1 350 000 000
- le solde au Report à nouveau, soit	81 192 169

L'Assemblée Générale fixe à 1 500 FCFA bruts par action le montant du dividende total qui reviendra, au titre de l'exercice 2009 à chacune des 900 000 actions composant le capital soit 1 350 FCFA nets par action. Ce dividende sera mis en paiement à la diligence de la Direction Générale, à compter du 30 juin 2010.

CINQUIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après lecture du rapport de gestion, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de la Société ECP FII FINAGESTION, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

SIXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après lecture du rapport de gestion, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur CASSAGNE Jean-Jacques, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

SEPTIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après lecture du rapport de gestion, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur KONAN Camille, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

HUITIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale après lecture du rapport de gestion, décide de ratifier la cooptation en qualité d'Administrateur de Monsieur EBAN Basile en remplacement de Monsieur BOUYGUES Martin démissionnaire effectuée en Conseil d'Administration le 23 mars 2010 pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

NEUVIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale après lecture du rapport de gestion, décide de ratifier la cooptation en qualité d'Administrateur de Monsieur TAUZIAC Eric en remplacement de Monsieur PAGANI Fabrice démissionnaire effectuée en Conseil d'Administration le 23 mars 2010 pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

DIXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale après lecture du rapport de gestion, décide de ratifier la cooptation en qualité d'Administrateur de Monsieur ALBEROLA Marc en remplacement de Monsieur MARTIN Stéphane démissionnaire effectuée en Conseil d'Administration le 20 octobre 2009 pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

ONZIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'allouer aux Administrateurs, en rémunération de leurs activités, à titre d'indemnité de fonction, une somme annuelle de 26 000 000 FCFA dont la répartition sera effectuée par le Conseil d'Administration et qui sera maintenue jusqu'à nouvelle décision.

DOUZIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous les pouvoirs au porteur d'originaux ou de copies du procès-verbal constatant ces délibérations, à effet d'accomplir toutes formalités légales, dépôts ou autres de publicité.

BILAN

ACTIF

	Exercice 2009			Exercice 2008	
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET	
ACTIF IMMOBILISE (I)					
AA Charges immobilisées					
AX	Frais d'établissement				
AY	Charges à répartir				
AC	Primes de remboursement des obligations				
AD Immobilisations incorporelles					
AE	Frais de recherche et développement				
AF	Brevets, licences et logiciels	3 410 563 882	2 957 497 850	453 066 032	864 302 659
AG	Fonds de commerce				
AH	Autres immobilisations incorporelles	116 956 903	116 956 903	-	
AI Immobilisations corporelles					
AJ	Terrains				
AK	Bâtiments	9 023 198 937	8 685 329 802	337 869 135	413 336 577
AL	Installations et agencements				
AM	Matériel				
AN	Matériel de transport	9 401 546 652	6 283 265 016	3 118 281 636	3 496 409 708
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations	498 861 651		498 861 651	490 087 665
AQ Immobilisations financières					
AR	Titres de participation				
AS	Autres immobilisations financières	30 588 135 882	35 927 415	30 552 208 467	4 963 601 059
AW	(1) dont H. A. O. : Brut				
					Net
AZ TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	81 290 422 781	37 916 075 089	43 374 347 692	18 239 476 828	
ACTIF CIRCULANT					
BA Actif circulant H. A. O.					
BB Stocks					
BC	Marchandises				
BD	Matières premières et autres	6 760 463 941	557 396 745	6 203 067 196	4 783 225 339
BE	Approvisionnements				
BF	Encours				
	Produits fabriqués	859 647 671		859 647 671	808 430 541
BG Créances et emplois assimilés					
BH	Fournisseurs, avances versées				
BI	Clients	73 679 893 097	26 726 012 592	46 953 880 505	57 701 724 832
BJ	Autres créances				
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	99 126 419 894	28 101 653 653	71 024 766 241	94 683 217 315
TRESORERIE - ACTIF					
BQ	Titres de placement				
BR	Valeurs à encaisser				
BS	Banques, CCP, caisse	456 966 086	229 628 440	227 337 646	22 053 403
BT	TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	756 966 086	229 628 440	527 337 646	545 669 143
BU	Ecart de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)				
BZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	181 173 808 761	66 247 357 182	114 926 451 579	113 468 363 286

BILAN

PASSIF

Exercice 2009

Exercice 2008

CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES

CA Capital	4 500 000 000	4 500 000 000
CB Actionnaires capital non appelé		
CC Primes et réserves		
CD Primes d'apport, d'émission, de fusion	255 906 342	255 906 342
CE Ecart de réévaluation	1 045 087 734	1 045 087 734
CF Réserves indisponibles	909 800 000	909 800 000
CG Réserves libres	2 911 725 555	2 911 725 555
CH Report à nouveau	195 218 298	132 588 418
CI Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	1 235 973 871	962 629 880
CK Autres capitaux propres		
CL Subventions d'investissement	4 281 219	6 445 875
CM Provisions réglementées et fonds		
CP TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	11 057 993 019	10 724 183 804

DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)

DA Emprunts	2 978 430 735	3 458 066 151
DB Dettes de crédit-bail et contrats assimilés	504 464 876	827 244 750
DC Dettes financières diverses	13 967 975 742	12 969 355 162
DD Provisions financières pour risques et charges	10 638 207 573	10 001 549 168
DE (1) dont H. A. O.		
DF TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	28 089 078 926	27 256 215 231
DG TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	39 147 071 945	37 980 399 035

PASSIF CIRCULANT

DH Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	262 389 102	441 055 495
DI Clients, avances reçues	5 002 191 056	5 885 175 982
DJ Fournisseurs d'exploitation	17 596 197 351	16 946 073 891
DK Dettes fiscales	40 311 197 794	44 395 430 923
DL Dettes sociales	1 840 587 485	1 736 679 013
DM Autres dettes	2 523 576 715	249 793 888
DN Risques provisionnés		
DP TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	67 536 139 503	68 654 209 192

TRESORERIE PASSIF

DQ Banques, crédits d'escompte		
DR Banques, crédits de trésorerie		
DS Banques, découverts	8 243 240 131	6 833 755 059
DT TOTAL TRESORERIE-PASSIF (IV)	8 243 240 131	6 833 755 059

DU Ecart de conversion-Passif (V)

DZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	114 926 451 579	113 468 363 286
---	------------------------	------------------------

N° d'identification fiscale : 0100984A

COMPTE DE RÉSULTAT

CHARGES		Exercice 2009	Exercice 2008
ACTIVITE D'EXPLOITATION			
RA Achats de marchandises		0	6 151 571
RB Variation de stocks	(- ou +)		
	(Marge brute sur marchandises voir TB)		
RC Achats de matières premières et fournitures liées		8 143 397 319	8 075 780 338
RD Variation de stocks	(- ou +)	319 402 631	417 514 900
	(Marge brute sur matières voir TG)		
RE Autres achats		9 276 822 794	8 048 111 509
RH Variation de stocks	(- ou +)		
RI Transports		1 365 149 744	1 183 308 373
RJ Services extérieurs		14 338 006 696	13 318 301 370
RK Impôts et taxes		1 152 435 126	962 098 244
RL Autres charges		6 298 480 957	6 429 101 051
	(Valeur ajoutée voir TN)		
RP Charges de personnel (1)		9 689 170 847	9 407 301 038
RQ (1) dont personnel extérieur	823 815 904	750 281 972	
	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS Dotations aux amortissements & provisions		4 026 155 573	3 950 403 424
RW Total des charges d'exploitation		54 609 021 687	51 798 071 818
	(Résultat d'exploitation voir TX)		

PRODUITS

ACTIVITE D'EXPLOITATION

TA Ventes de marchandises			15 475 732	22 220 892	15 475 732	28 372 463
TB MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	15 475 732	22 220 892				
TC Ventes de produits fabriqués			37 470 933 441	35 485 891 958	37 470 933 441	35 485 891 958
TD Travaux, services vendus			15 959 693 433	14 979 912 789	15 959 693 433	14 979 912 789
TE Production stockée (ou déstockage)	(+ ou -)		51 217 130	109 634 040	51 217 130	109 634 040
TF Production immobilisée			1 287 820 529	960 424 209	1 287 820 529	960 424 209
TG MARGE BRUTE SUR MATIERES	46 306 864 583	43 042 567 758				
TH Produits accessoires			465 653 689	523 474 461	465 653 689	523 474 461
TI CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA+TC+TD+TH)	53 911 756 295	51 017 651 671			53 911 756 295	51 017 651 671
TJ (1) dont à l'exportation						
TK Subventions d'exploitation						
TL Autres produits			758 805 220	498 183 332	758 805 220	498 183 332
TN VALEUR AJOUTEE	15 115 903 907	14 145 525 896				
TQ EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	5 426 733 060	4 738 224 858				
TS Reprises de provisions			522 316 232	313 818 889	522 316 232	313 818 889
TT Transferts de charges						
TW Total des produits d'exploitation			56 531 915 406	52 899 712 141	56 531 915 406	52 899 712 141
TX RESULTAT D'EXPLOITATION	1 922 893 719	1 101 640 323				
	Bénéfice (+) ; Perte (-)					

N° d'identification fiscale : 0100984A

COMPTE DE RÉSULTAT

CHARGES	Exercice 2009	Exercice 2008
RW Report total des charges d'exploitation	54 609 021 687	51 798 071 818
ACTIVITE FINANCIERE		
SA Frais financiers	680 614 113	435 492 682
SC Pertes de change		
SD Dotations aux amortissements et aux provisions		
SF Total des charges financières	680 614 113	435 492 682
<i>(Résultat financier voir UG)</i>		
SH Total des charges des activités ordinaires	55 289 635 800	52 233 564 500
HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	27 991 253	328 259 581
SL Charges H.A.O.	122 477 570	62 759 003
SM Dotations H.A.O.	6 310 204 615	617 737 685
SO Total des charges H.A.O.	768 206 508	6 701 223 199
<i>(Résultat H.A.O. voir UP)</i>		
SQ Participation des travailleurs		
SR Impôts sur le résultat	875 094 491	2 560 469 243
SS Total participation et impôts	875 094 491	2 560 469 243
ST TOTAL GENERAL DES CHARGES	56 932 936 799	61 495 256 942
<i>(Résultat net voir UZ)</i>		
PRODUITS		
TW Report total des produits d'exploitation	56 531 915 406	52 899 712 141
UA Revenus financiers	1 110 811 885	334 511 141
UC Gains de change		
UD Reprises sur provisions		
UE Transferts de charges		
UF Total des produits financiers	1 110 811 885	334 511 141
UG RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	430 197 772	-100 981 541
UH Total des produits des activités ordinaires	57 642 727 291	53 234 223 282
UI RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1)		
(+ ou -)	2 353 091 491	1 000 658 782
UJ (1) dont impôt correspondant 588 272 873		
UK Produits de cessions d'immos	14 903 905	326 097 497
UL Produits H.A.O.	509 114 818	8 891 072 068
UM Reprises H.A.O.	2 164 656	6 493 975
UN Transferts de charges		
UO Total des produits H.A.O.	526 183 379	9 223 663 540
UP RESULTAT H.A.O.	-242 023 129	2 522 440 341
UT TOTAL GENERAL DES PRODUITS	58 168 910 670	62 457 886 822
UZ RESULTAT NET	1 235 973 871	962 629 880
Bénéfice (+) ; Perte (-)		

N° d'identification fiscale : 0100984A

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes } à l'exclusion des cessions
+ Produits encaissables restants } d'actif immobilisé

		E.B.E.	5 426 733 060
(SA) Frais financiers	680 614 113	(TT) Transferts de charges d'exploitation	
(SC) Pertes de change		(UA) Revenus financiers	1 110 811 885
(SL) Charges H.A.O.	122 477 570	(UE) Transferts de charges financières	
(SQ) Participation		(UC) Gains de change	
(SR) Impôts sur le résultat	875 094 491	(UL) Produits H.A.O.	509 114 818
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	
TOTAL (I)	1 678 186 174	TOTAL (II)	7 046 659 763
CAFG : Total (II) - Total (I)		= 5 368 473 589	(N - 1) : 10 905 087 139

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 5 368 473 589 - 900 000 000 = 4 468 473 589

(N - 1) : 10 005 087 139

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

	<i>Emplois augmentation (+)</i>		<i>Ressources diminution (-)</i>
Variation des stocks : N - (N - 1)			
(BC) Marchandises		ou	
(BD) Matières premières	1 419 841 857	ou	
(BE) En-cours		ou	
(BF) Produits fabriqués	51 217 130	ou	
(A) Variation globale nette des stocks	1 471 058 987	ou	
Variation des créances : N - (N - 1)			
(BH) Fournisseurs, avances versées	344 324 618	ou	
(BI) Clients		ou	10 747 844 327
(BJ) Autres créances		ou	14 725 990 352
(BU) Ecart de conversion - Actif		ou	
(B) Variation globale nette des créances		ou	25 129 510 061
Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)			
(DI) Clients, avances reçues		ou	117 015 074
(DJ) Fournisseurs d'exploitation		ou	650 123 460
(DK) Dettes fiscales	4 084 233 129	ou	
(DL) Dettes sociales		ou	103 908 472
(DM) Autres dettes		ou	2 273 782 827
(DN) Risques provisionnés		ou	
(DU) Ecart de conversion - Passif		ou	
(C) Variation globale nette des dettes circulantes	939 403 296	ou	
VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)		ou	22 719 047 778

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

E.T.E. = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

		2009	2008
Excédent brut d'exploitation		5 426 733 060	4 738 224 858
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources)	(' - ou '+)	22 719 047 778	-9 571 402 570
- Production immobilisée		-1 287 820 529	-960 424 209
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION		26 857 960 309	-5 793 601 921

(N° d'identification fiscale : 0100984A)

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

	<u>Exercice 2009</u>		<u>Exercice 2008</u>
	<i>Emplois</i>	<i>Ressources</i>	<i>(E - ; R +)</i>
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice) Croissance interne			
FB Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	11 063 532		-257 556 033
FC Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles Croissance externe	3 061 037 260	14 903 905	-2 989 480 558
FD Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	26 055 415 361	479 635 418	-897 490 276
FF INVESTISSEMENT TOTAL	28 632 976 830		-4 144 526 867
FG II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)			
		ou 22 719 047 778	-9 571 402 570
FH A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	5 913 929 052		-13 715 929 437
F I III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)	178 666 393	ou	298 080 114
FJ IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	479 635 418		-277 719 415
Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières			
(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
FK B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	6 572 230 863		-13 695 568 738
V. FINANCEMENT INTERNE			
FL Dividendes (Emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	900 000 000	5 368 473 589	10 005 087 139
VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM Augmentations de capital par apports nouveaux			
FN Subventions d'investissement			
FP Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)			
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ Emprunts (2)	322 679 875		
FR Autres dettes financières (2)		998 620 580	868 489 274
(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
FS C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		5 144 414 294	10 873 576 413
FT D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	1 427 816 569	ou	-2 821 992 325
VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
Trésorerie nette			
FU à la clôture de l'exercice + ou -	-7 715 902 485		
FV à l'ouverture de l'exercice + ou -	-6 288 085 916		
FW VARIATION TRESORERIE : -1 427 616 569		ou 1 427 816 569	-2 821 992 325
(+ si Emploi ; - si Ressources)			
Contrôle : D = VIII avec signe opposé			
Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences "bilantielles"			
CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)			
		<i>Emplois</i>	<i>Ressources</i>
Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : FdR(N) - FdR(N - 1)		23 968 197 954	ou
Variation du B.F. global (B.F.G.) : BFG(N) - BFG(N - 1)		ou	22 540 381 385
Variation de la trésorerie (T) : T(N) - T(N - 1)		0	ou 1 427 816 569
TOTAL		23 968 197 954 =	23 968 197 954

N° d'identification fiscale : 0100984A

ETAT ANNEXÉ

Règles Générales d'Établissement et de Présentation des Comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009

L'état annexé aux états financiers présente les principales règles et méthodes comptables appliquées par la SODECI pour établir ses états financiers, les règles spécifiques et les autres informations nécessaires pour l'appréciation des états financiers.

A. REGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers annuels ont été arrêtés conformément aux principes comptables définis par :

- le Droit comptable de l'OHADA en vigueur en Côte d'Ivoire depuis octobre 2003 ;
- les normes IFRS depuis l'exercice clos au 31 décembre 2005, notamment les provisions pour avantages liés au personnel (médailles du travail, IFC complémentaire et les avantages post-emploi).

Les changements de méthodes d'évaluation survenus au cours de l'exercice sont les suivants :

Changement de méthode comptable

Néant

Particularités concernant certains postes

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont totalement amortis au 31 décembre 2002. Les logiciels, les frais de développement et les études informatiques sont amortis selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation prévues qui sont comprises entre 3 et 7 ans. La migration de notre système de gestion clientèle de OCEANS et SAPHIR vers SAPHIR V2 a été réalisée au mois de mai 2009 pour les sites d'exploitation fonctionnant sous SAPHIR (Direction Régionale de la Basse Côte, secteurs du Plateau et d'Abobo sud) et se poursuit dans les autres sites sous OCEANS.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût de revient et sont comptabilisées au coût historique. Les immobilisations corporelles ont été réévaluées conformément à la loi de finances 1995 par application d'un coefficient de 1,4 sur les immobilisations existantes au 12 janvier 1994. Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire sur la base de leur durée probable d'utilisation :

Bâtiments industriels et administratifs	20 ans
Matériel et outillage	7-10 ans
Compteurs SODECI	10 ans
Matériel de transport et agencements véhiculaires	3-5 ans
Engins de travaux publics	5 ans
Matériel de bureau	7-10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Mobilier des agents	10 ans
Matériels informatiques	5 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières de la SODECI sont enregistrées au coût d'acquisition et comprennent au 31 décembre 2009 :

- deux prêts AFD (PCI et Assainissement) pour 2 978,4 millions de FCFA.
- un prêt (BICT) accordé à l'Etat de 15,3 millions de FCFA, suite à la transformation d'un avoir bancaire après liquidation, ce prêt est provisionné à 100%.
- une participation dans la société immobilière LOGIVOIRE de 8,5 millions de FCFA, provisionnée à 100%.
- une participation de 211,2 millions de FCFA représentant 33% du capital de GS2E (Groupement des Services Eau et Electricité), un GIE créé par SODECI et CIE le 09 mai 2006 et ayant débuté ses activités le 1^{er} juillet 2006.
- des obligations d'Etat issues de la titrisation d'office des créances de SODECI sur l'administration ivoirienne pour 27 203,4 millions de FCFA dont 26 172,4 millions de FCFA en capital et 1 031 millions de FCFA d'intérêts courus. La part en capital se décompose comme suit au 31 décembre 2009 :
 - solde de la titrisation de la taxe de drainage (décret n°2007-14 du 01/02/2007 portant titrisation des arriérés du Trésor Public au 31/12/2005) : 842,4 millions de FCFA,
 - titrisation conformément à l'arrêté n°1102/MEF/DGTCP du 18 décembre 2008 de :
 - la taxe de drainage : 1 400 millions de FCFA,
 - du solde de la compensation des créances et dettes réciproques à fin 2006 : 23 930 millions de FCFA,

■ des dépôts et cautions versés.

Stocks

Les stocks sont suivis en inventaire permanent et sont valorisés par la méthode du coût moyen pondéré. Les compteurs produits par la SOCA et les compteurs « retours terrains » sont évalués à un coût pré-établi. Les biens stockés importés, facturés et non réceptionnés au 31 décembre 2009 sont comptabilisés en marchandises en cours de route (stocks flottants) pour une valeur de 1 774,9 millions de FCFA. Les provisions pour dépréciations des stocks sont évaluées sur la base du stock à rotation lente depuis plus de trois ans. Suite à l'inventaire physique intervenu dans la zone CNO au cours de l'exercice 2008, le solde de la provision sur ces stocks a été repris au 31 décembre 2009 pour 63,3 millions de FCFA. Le montant total des provisions restantes s'élève à 557,4 millions de FCFA dont 67,1 millions de FCFA de nouvelle dotation correspondant à la dépréciation d'imprimés et fournitures informatiques périmés.

Clients et comptes rattachés

Ce poste comprend l'ensemble des créances relatives aux activités eau, assainissement et travaux. Le risque de non recouvrement des créances du secteur public et parapublic est évalué - compte tenu des compensations qui sont régulièrement faites - selon que le client est «compensable» ou «non compensable». Les créances « compensables » ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation quels que soient les retards de règlement. Les créances « non compensables » sont assimilées à des privés (les sociétés d'Etat en liquidation, les EPN, les mairies et les sociétés d'Etat) et donc provisionnées.

Le solde net du protocole de dettes et créances croisées entre l'Etat de Côte d'Ivoire et la SODECI à fin décembre 2008 signé le 1er juillet 2009 s'élève à 14 630 millions de FCFA en faveur de SODECI. Après le paiement de 475,2 millions de FCFA reçu du Trésor Public courant décembre 2009, le reliquat de 14 154 millions de FCFA est inscrit au bilan dans le poste BJ « Autres créances ».

Les provisions pour dépréciation des créances sont déterminées en tenant compte de :

- la nature des clients (privés ménages, gros clients, administrations, parapublic etc ...),
- l'antériorité des créances,
- la non compensation des créances débitrices et créditrices,
- la couverture des créances actives,
- l'augmentation du risque de non recouvrement pour les impayés multiples sur des actifs.

Toutes les provisions sur les créances sont constituées pour la part SODECI, hors taxes (TVA, Surtaxes et

Fonds de développement) nettes des avances sur consommations.

Les **créances résiliées** sur les clients privés ménages sont provisionnées à 95% des impayés antérieurs à 1 an pour la part SODECI nette des avances sur consommation et à 80% pour les créances de l'année en cours comprises dans nos autres créances au bilan.

Les **créances actives** sur les clients privés ménages pour lesquels nous constatons des impayés multiples sur certaines polices actives sont provisionnées comme des résiliés (95%). Le risque de non recouvrement des créances sur les gros clients actifs est apprécié individuellement et tient compte du résultat des procédures de recouvrement engagées, de la solvabilité du client et de l'ancienneté de la créance. C'est sur cette analyse que le taux de provision est estimé.

En ce qui concerne l'**activité travaux**, les créances sur les entreprises du secteur privé et sur les personnes physiques sont provisionnées à hauteur de 50% sur les créances actives et 95% sur les créances douteuses.

Les émissions d'eau en compteur consommées mais non encore relevées et donc non facturées à la date de clôture représentent **des produits à recevoir** qui sont calculés selon une méthode statistique sur la part SODECI à recevoir. Les travaux en cours de réalisation en fin d'année (les travaux neufs, travaux de renouvellement et travaux d'entreprise) sont évalués et comptabilisés en produits à recevoir afin de prendre en comptabilité la marge à l'avancement sur l'exercice clôturé.

Provisions pour risques et charges

Elles sont constituées :

- des droits acquis par le personnel, au titre des « indemnités de fin de carrière », évalués sur la base de l'article 40 de la Convention Collective Interprofessionnelle de Côte d'Ivoire,
- des risques juridiques issus d'un suivi individuel des litiges en cours,
- de divers autres risques.

La provision exceptionnelle de 6 310,2 millions de FCFA constituée au 31 décembre 2008 a été portée à 6 927,9 millions de FCFA à fin décembre 2009 pour couvrir la charge financière liée à la cession prévisible des obligations d'Etat.

TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS AU 31 DECEMBRE 2009 (En KFCFA)

DESIGNATION	Provisions existantes au 31/12/08	Dotation aux Provisions	Reprises des Provisions	Virement de postes à postes	Total provisions au 31/12/09
EAU	21 381 901	4 700 719	619 750		25 462 870
<i>Dont lié à la Guerre</i>	14 555 771	3 133 046			17 688 817
FRAIS DE RECOUV. TRAITES ET CHQ. IMPAYES	192 870	85 629		-104 720	173 779
TRAVAUX LIES A L'EXPLOITATION	372 551	147 015	17 851	+104 720	660 435
EXPLOITATION EAU	21 947 322	4 933 363	537 600		26 343 085
AUTRES ACTIVITES	408 591	74 337			482 928
TOTAL DEPRECIATION / CLIENTS	22 355 913	5 007 700	637 600	0	26 726 013
DEPRECIATION / STOCKS	553 571	67 133	63 307		557 397
<i>Dont lié à la Guerre</i>	63 307		63 307		0
DEPRECIATION / AUTRES DEBITEURS	682 863	148 841	13 459		8 182 445
DEPRECIATION / COMPTES FINANCIERS	259 862		30 234		229 628
DEPRECIATION / IMMO. FINANCIERES & CORP.	45 240		9 312		35 928
<i>Dont lié à la Guerre</i>	9 312		9 312		
TOTAL PROVISIONS P/ DEPRECIATION	23 897 448	5 223 674	753 912		28 367 210
PERSONNEL (IFC)	3 003 986	226 185	193 182		2 736 989
RISQUES ET CHARGES DIVERS	6 710 205	300 000		-6 310 205	700 000
RISQUES JURIDIQUES	287 358	5 740	19 822		273 276
CHARGES EXCEPTIONNELLES		617 737		+6 310 205	6 927 942
TOTAL PROVISIONS P/ RISQUES ET CHARGES	10 001 549	1 149 662	513 004	0	10 638 207
TOTAL PROVISIONS	33 898 997	6 373 336	1 266 916	0	39 005 417
<i>Dont lié à la Guerre</i>	14 628 390	3 133 046	72 619		17 688 817

Provisions liées à la guerre

Le matériel et outillage, le matériel et mobilier de bureau, le matériel informatique ainsi que le matériel de transport situé dans les zones Centre Nord Ouest (CNO), ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 100% de la valeur nette comptable. Cette provision est reprise au résultat en fonction de l'amortissement des biens. Au 31 décembre 2009, les provisions pour dépréciation des immobilisations en zone CNO sont totalement reprises au résultat. Les stocks détenus par la société dans ces mêmes zones et sur lesquels pèsent des risques de perte ont été dépréciés en totalité. Ces stocks ont été inventoriés au cours de l'exercice 2008 et les provisions correspondantes ont été reprises sur les exercices 2008 et 2009. Les provisions constituées depuis le début de la crise et existant dans les comptes au 31 décembre 2009 s'élèvent à 17 688,8 millions de FCFA relatifs aux consommations d'eau non facturées.

Dettes financières

Les dettes LMT au 31 décembre 2009 s'élèvent à 17 450,9 millions de FCFA dont 13 968 millions de FCFA d'avances sur consommations versées par

les clients, 2 978,4 millions de FCFA d'emprunts contractés auprès de l'AFD pour le compte de l'Etat et garantis par SODECLI sur les surtaxes et 504,5 millions de FCFA de dettes de crédit bail mobilier.

A. METHODES SPECIFIQUES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

Production et immobilisation des compteurs

Les matériels et outillages de l'entreprise comprennent des compteurs fabriqués par la SOCA qui font l'objet d'un traitement spécifique.

Les compteurs fabriqués sont initialement comptabilisés en stocks de produits finis et valorisés à leur coût de revient selon la méthode PUMP. Ils sont immobilisés par lots à un coût préétabli au fur et à mesure de leur installation chez les abonnés sur la base des sorties de stocks issus de l'inventaire permanent.

Les compteurs défectueux provenant du terrain donnent lieu à l'enregistrement d'écritures de cession d'immobilisations et de retour en stocks. Ces cessions sont imputées sur les lots les plus anciens de compteurs immobilisés.

Opérations liées aux contrats d'affermage de services publics : incidence sur la présentation des comptes annuels

SODECI détient un droit exclusif (non inscrit à l'actif) de production et de distribution de l'eau potable sur l'ensemble du territoire de l'Etat de Côte d'Ivoire conformément au contrat d'affermage d'une durée de quinze ans signé le 04 octobre 2007 pour le même périmètre d'intervention que le précédent contrat de concession. De même, SODECI a signé en mai 1999, un contrat d'affermage exclusif pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan non valorisé à l'actif.

Immobilisations : Par application du contrat d'affermage, les comptes de la SODECI n'intègrent pas dans les immobilisations les biens mis à disposition par l'Autorité Contractante pour assurer la production et la distribution de l'eau en Côte d'Ivoire. De même, les comptes de SODECI ne présentent pas les immobilisations utilisées et mises à disposition par l'Autorité Affermante pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan.

Dettes et créances rattachées : Conformément au **contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine d'eau potable**, les travaux neufs, les branchements sociaux, le renouvellement des immobilisations, le contrôle du service affermé et le contrôle de la qualité de l'eau sont financés par des dotations comprises dans le prix de l'eau (Fonds de développement) facturées aux usagers. La SODECI gère dans ses comptes ce fonds dont le solde s'élève à 7 737,6 millions de FCFA au 31 décembre 2009. De même, la surtaxe, deuxième volet des taxes spéciales sur l'eau (LF 1994), destinée au paiement des emprunts contractés par l'Etat, au financement de l'étude et la réalisation des travaux d'hydraulique villageoise et urbaine, est comptabilisée dans des comptes de passif dès l'émission de la facturation Eau. Elle est apurée pour la part encaissée qui est reclassée dans des comptes séparés de manière à faire apparaître d'une part les surtaxes facturées non encaissées et d'autre part les surtaxes encaissées à reverser, diminuée des utilisations. Le solde des surtaxes encaissées à reverser est de 2 012,9 millions de FCFA au 31 décembre 2009.

Conformément au **contrat d'affermage du service d'assainissement**, la contribution développement assainissement est exclusivement affectée au finan-

cement de la réalisation des programmes de travaux neufs et de renouvellement, de branchements sociaux, au remboursement de la dette et au contrôle. Au 31 décembre 2009 le solde de cette contribution développement s'établit à 768,6 millions de FCFA.

Emprunts

Les emprunts à long terme sont relatifs :

- aux emprunts accordés par l'Agence Française de Développement (AFD). Il s'agit d'un accord de financement à long terme négocié par la SODECI avec l'accord de l'Autorité Affermante (Etat de Côte d'Ivoire). Ces emprunts sont remboursés par prélèvement sur les Surtaxes et la Contribution Développement Assainissement.
- à l'inscription au passif, conformément aux prescriptions de l'OHADA, de la dette de crédit bail consécutive au financement obtenu de la SGBCI et de la BICI pour le renouvellement du parc automobile affecté à l'exploitation.

C. AUTRES INFORMATIONS

Informations relatives au Compte de résultat

Chiffre d'affaires eau

Par courrier daté du 14 août 2008, le Ministère des Infrastructures Economiques a confirmé la nouvelle rémunération de SODECI fixée à 250 FCFA/m³, hors taxes, avec date d'effet au 21 février 2008. Ainsi, le rattrapage de tarif de 228 FCFA/m³ à 250 FCFA/ m³ a généré 3 080 millions de FCFA de chiffre d'affaires sur l'exercice 2009. Par ailleurs, le contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine de l'eau potable prévoit la révision du tarif de vente de l'eau en fonction de la variation du prix de certains intrants, notamment les produits de traitement. Ainsi, l'Autorité de Tutelle a confirmé à la SODECI au titre de l'année 2009, la révision contractuelle du prix de l'eau (prévue par l'article 48 du contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine d'eau potable en Côte d'Ivoire) par prélèvement sur le Fonds de Développement pour un montant de 2 100 millions de FCFA.

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITES (EN MILLIONS FCFA)

Désignation	2008	2009
Vente d'eau HT	35 486	37 471
Travaux	13 517	14 424
Services vendus	1 492	1 550
Produits accessoires	523	465
Chiffre d'affaires	51 018	53 911

Autres produits et autres charges

L'appui fourni à SODECI par le CICR en zones CNO s'est arrêté au 30 juin 2008 et n'a pas été renouvelé. Ainsi, contrairement aux exercices précédents, SODECI n'a pas enregistré de produits de cette nature dans les comptes de 2009.

Rémunération des membres du Conseil d'administration

Les rémunérations au titre des indemnités de fonction versées aux membres du conseil d'administration pour 2008 sont de 26 millions de FCFA.

Résultat Hors Activités Ordinaires

Le résultat hors activités ordinaires s'établit à 242 millions de FCFA (perte) au 31 décembre 2009 et correspond essentiellement au complément de dotations aux provisions pour couvrir les charges liées à la cession prévisible des obligations d'Etat, augmenté de la moins-value sur cession d'immobilisations pour 13 millions de FCFA, diminué de 389 millions de FCFA de produits divers HAO.

Engagements financiers (hors bilan en millions de FCFA)

Les avals, cautions et garanties donnés sont essentiellement des cautions données et reçues dans le cadre des marchés de travaux, de cautions fiscales (douanières) et contractuelles (affermage).

Engagements Reçus	Engagements Donnés
2 004	3 876

Composition du capital et filiales

Composition du capital :

FIBYSA	46,07%
SIDIP	4,81%
Etat de Côte d'Ivoire	3,25%
Divers Ivoiriens	38,59%
FCP SODECI	7,28%

Filiales :

SODECI détient 85% du capital de LOGIVOIRE (Société à responsabilité limitée de promotion immobilière) destinée à la réalisation de logements pour les agents. Elle détient également 33% (211,2 millions de FCFA) du capital du GIE dénommé Groupement des Services Eau et Electricité (GS2E) créé en juillet 2006 avec la CIE.

Situation fiscale latente : Analyse de l'impôt différé (ID)

Elle résulte des décalages temporaires d'imposition (Congés payés personnel, autres provisions non déductibles). Conformément aux prescriptions du droit comptable de l'OHADA, les ID ne sont pas comptabilisés, seul l'impôt exigible au cours de l'exercice est comptabilisé.

Evénements post-clôture

Néant